



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

3^{ème} trimestre de l'exercice fiscal 2021
(Avril – Juin 2021)



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen!

FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT

@BRHHaiti



WWW.BRH.HT

I. VUE D'ENSEMBLE

Le troisième trimestre de l'exercice fiscal 2020-2021 a été marqué, sur le plan international, par la consolidation de la croissance économique au niveau des économies avancées. En effet, les progrès enregistrés dans les campagnes de vaccination dans ces pays ont favorisé la reprise graduelle des activités, laquelle s'est reflétée dans l'amélioration de la confiance des consommateurs et des entreprises. Hormis la Chine, une conjoncture moins favorable semble caractériser l'économie des pays émergents en raison de la faiblesse de leur taux de vaccination et du maintien d'un certain rythme de propagation du coronavirus (notamment en Inde et au Brésil). S'agissant des cours des produits de base sur le marché international, leur tendance à la hausse a été maintenue au cours du trimestre sous revue, en raison notamment de l'augmentation de leur demande associée à la reprise économique au niveau mondial.

Le renchérissement de ces produits a contribué, dans une certaine mesure, à l'augmentation de la valeur des importations du pays dans un contexte où l'activité réelle continue de pâtir de la faible performance des dernières campagnes agricoles, des troubles socio-politiques et de la dégradation de la situation sécuritaire du pays. De même, les incertitudes entourant le climat des affaires ont contribué à alimenter les anticipations négatives des agents économiques, lesquelles se sont reflétées notamment dans le comportement du taux de change. Dans un tel environnement, la BRH a orienté sa politique monétaire dans le sens du lissage des fluctuations indésirables du taux de change et de leurs incidences négatives sur les prix dans l'économie à travers le renforcement du cadre réglementaire du marché des changes et des injections de dollars en vue de soutenir l'offre de devises sur ce marché.

II. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GLOBAL

II.1 L'ECONOMIE MONDIALE

Les données disponibles ont fait état du renforcement de la reprise de l'activité économique aux États-Unis en raison notamment des plans de relance mis en place vers mars 2021 et de la rapide progression de la campagne de vaccination facilitant ainsi la levée graduelle des restrictions sanitaires au niveau du secteur des services. Ceci a porté le Fonds Monétaire International (FMI) à revoir ses prévisions de croissance à la hausse pour la première puissance économique mondiale. En effet, le FMI a indiqué que la croissance américaine atteindra cette année 7 % contre 4,6 % prévu précédemment. Il s'agit du rythme de croissance le plus rapide depuis 25 ans. Parallèlement, le taux de chômage va continuer à baisser pour atteindre 4,5 % d'ici à la fin de l'année, contre 5,9 % en juin 2021. Portée par les perspectives de croissance et d'un fort recul du taux de chômage, la confiance des consommateurs,

mesurée par le *Conference Board*, est ressortie à 127,3 en juin contre 109,7 en mars 2021¹. Cette amélioration s'est traduite par une augmentation de leur demande de biens et de services, alimentant ainsi les pressions inflationnistes. En effet, le taux d'inflation s'est établi à 3,9 % en mai, en hausse de 130 points de base par rapport à mars 2021. En dépit de cette envolée de l'indice des prix, la Réserve Fédérale américaine (Fed) a décidé de garder ses taux directeurs inchangés, précisant que l'accélération de l'inflation est transitoire puisqu'elle résulte de la réouverture de l'économie et de la reprise accélérée dans les secteurs ayant été les plus affectés par la pandémie de COVID-19.

En Zone Euro, un rebond de la croissance devrait être observé grâce à l'amélioration de la situation sanitaire et à un relâchement rapide des restrictions mises en place pour contrôler la pandémie. Sous l'effet de la consommation et de l'investissement privés, l'économie de cette zone devrait croître de 4,5 % en 2021, soit une amélioration 0,5 point de pourcentage par rapport aux projections de printemps. Cette embellie de l'activité économique s'est accompagnée d'un repli du taux de chômage, lequel s'est établi à 7,9 % en mai contre 8,1 % en mars 2021. Parallèlement, le taux d'inflation en juin s'est replié de 10 points de base par rapport à mai pour se chiffrer à 1,9 %, sous l'effet des prix de l'énergie dont l'indice a enregistré la variation annuelle la plus élevée, soit 12,5 % en juin contre 13,1 % un mois plus tôt. Toutefois, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt respectivement à 0,00 %, 0,25 % et -0,50 %. De plus, dans le but de soutenir davantage la reprise, elle continuera d'effectuer des achats d'actifs dans le cadre du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (*pandemic emergency purchase programme*, PEPP). Par ailleurs, la BCE a décidé de modifier son objectif d'inflation. En effet, l'institution monétaire renonce à viser un « taux d'inflation proche mais inférieur à 2 % » pour une cible d'inflation qui est toujours fixée à 2 % à moyen terme, mais symétrique tout en tolérant des dépassements temporaires et modérés.

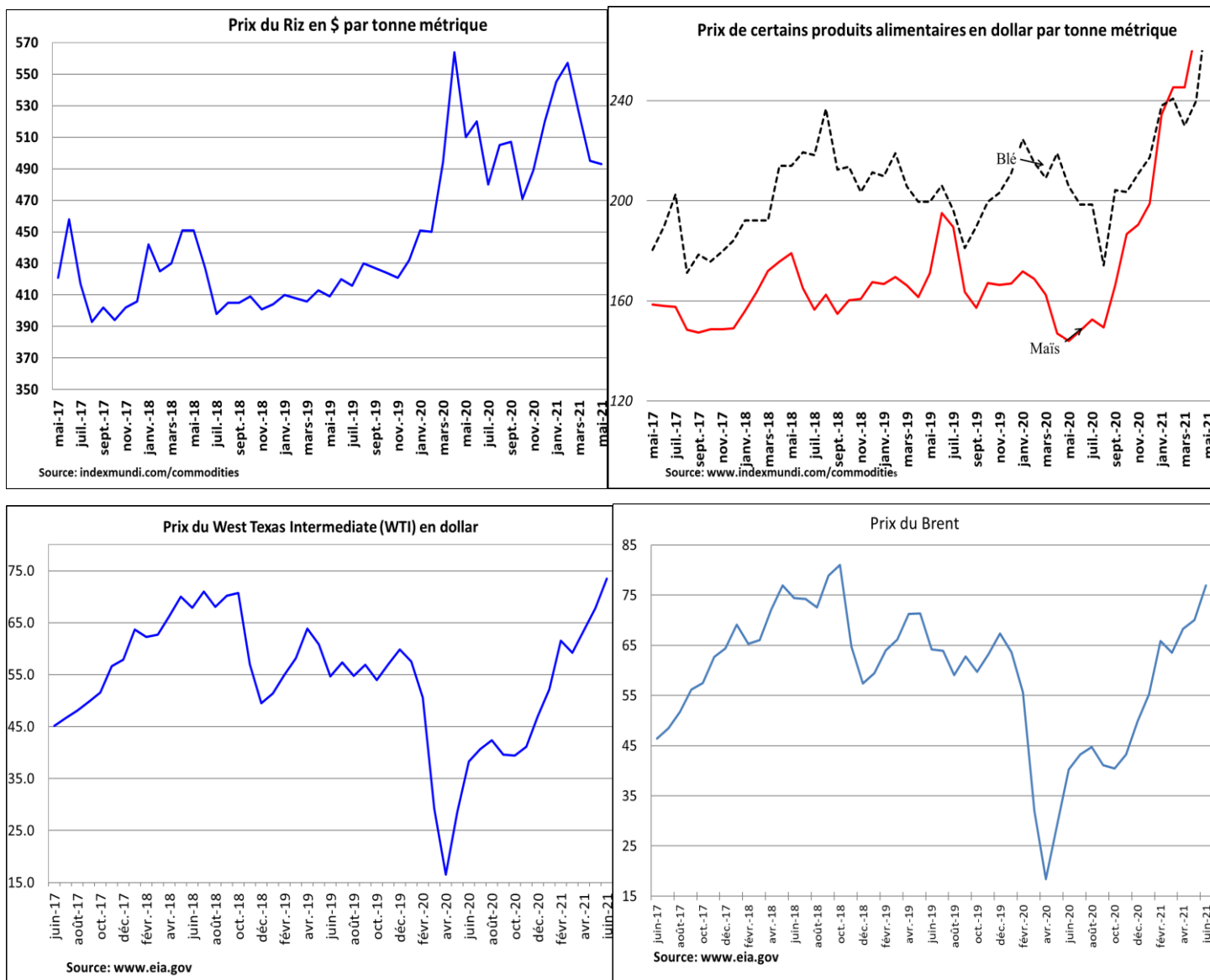
À l'exception de la Chine, la situation macroéconomique au niveau des pays émergents continue de subir l'effet néfaste de l'aggravation de la crise sanitaire et de la faible progression des campagnes de vaccination. Les restrictions mises en place pour limiter la propagation de la pandémie ont plombé l'activité économique à travers la baisse de la consommation et des investissements. De même, l'augmentation des dépenses publiques a amplement réduit les marges de manœuvre au niveau budgétaire et alimenté de nouvelles inquiétudes quant à la soutenabilité de la dette publique. Cette

¹: Le *Conference Board* (CB) est un organisme privé de chercheurs à but non lucratif qui produit des réflexions économiques. Basé à New York, avec des bureaux en Belgique, en Chine et au Canada, le CB a pour objectif d'aider ses membres à adresser les préoccupations quotidiennes auxquelles ils font face, notamment la croissance du chiffre d'affaires dans un environnement économique changeant et les normes de gouvernance d'entreprise.

situation a affecté négativement la confiance des ménages et des entreprises, laissant présager une reprise plus lente au niveau de ces pays.

S'agissant de la République Dominicaine, la reprise s'est consolidée avec une croissance en glissement annuel de 21,2 % en mai de l'indicateur mensuel de l'activité économique (IMAE). Sur les cinq premiers mois de l'année 2021, la croissance cumulée a été de 13,4 %. Cette performance de l'activité économique reflète l'impact positif des stimuli monétaires et fiscaux destinés à atténuer l'effet négatif de la propagation du COVID-19. Ce dernier découle aussi du dynamisme des secteurs comme la construction, les zones franches, les mines, les industries de transformation locales et le commerce. Cette évolution de l'activité jointe à la hausse des prix des produits de base sur le marché international s'est traduite par une amplification des pressions sur les prix. Le taux d'inflation s'est chiffré à 9,32 % en juin, marquant une accélération de 102 points de base par rapport à mars 2021. L'inflation sous-jacente, pour sa part, s'est portée à 6 % en juin 2021. L'analyse de l'inflation sous-jacente et des fondamentaux de l'économie a porté les autorités monétaires à maintenir leur politique expansionniste en gardant inchangé le taux directeur à 3 % ainsi que les mesures de soutien à l'économie.

En ce qui a trait aux prix des produits pétroliers et alimentaires de base, ils ont gardé la tendance à la hausse sur le trimestre sous revue. En effet, l'indice FAO des prix des denrées alimentaires a crû de 5,1 % en rythme trimestriel pour s'établir à 124,6 en juin 2021. S'agissant des produits pétroliers, le prix du baril du Brent a crû de 21,1 % pour atteindre 76,94 dollars américains en juin 2021 tandis que celui du WTI s'est établi à 73,52 dollars américains au cours de la même période contre 59,19 dollars américains un trimestre plus tôt.



II.2 L'ÉCONOMIE HAÏTIENNE

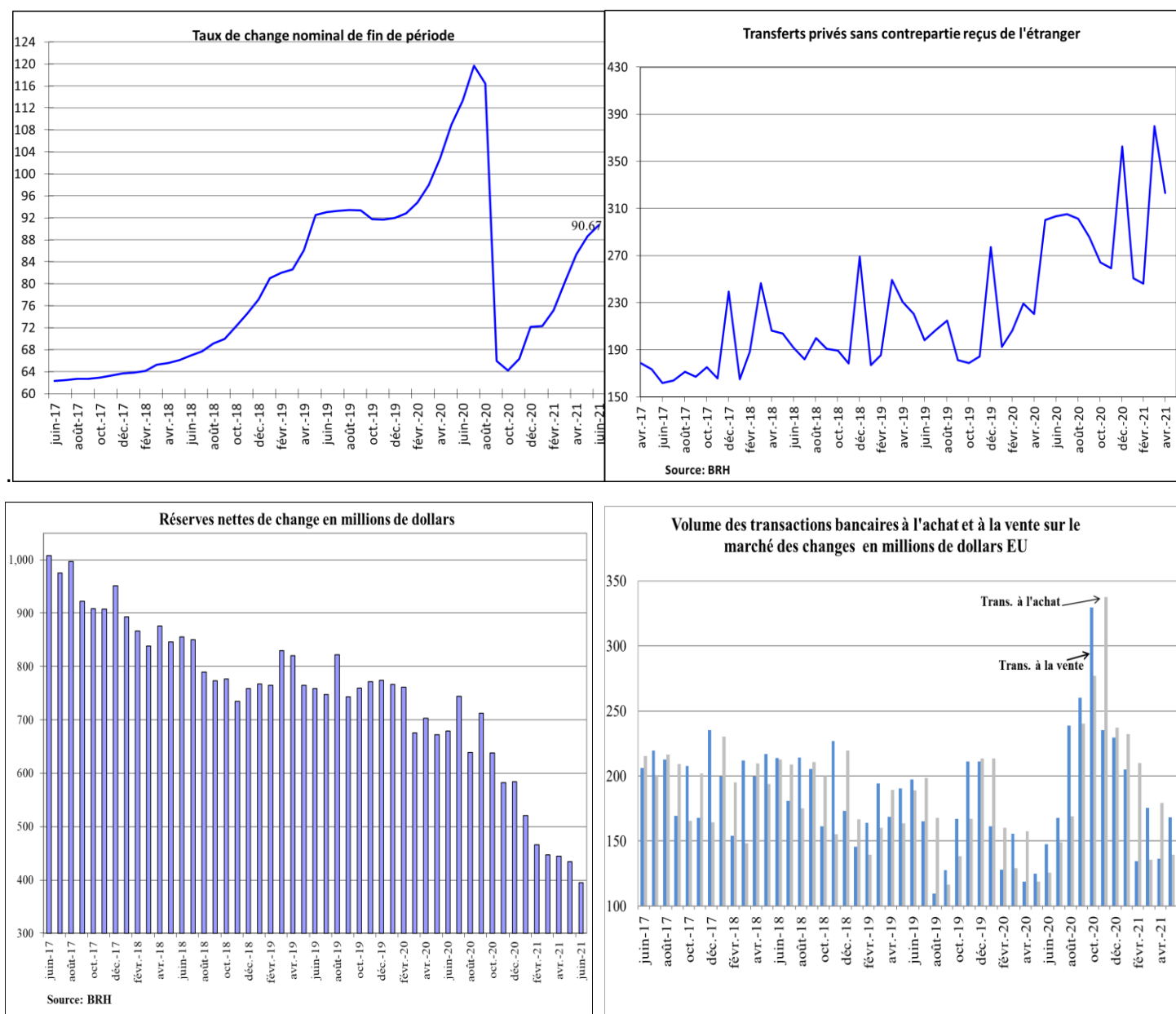
Au niveau national, l'activité économique au cours du 3^{ème} trimestre a continué de pâtir des troubles socio-politiques et de la détérioration du climat sécuritaire du pays. À ces chocs s'ajoute la recrudescence des cas de coronavirus. Les variants anglais et brésilien détectés dans le pays au cours du mois de mai 2021 ont aggravé les conditions sanitaires déjà précaires. Aussi, les mesures prises pour contrer la propagation de la pandémie ont-elles été renforcées, traduisant un ralentissement de l'activité économique.

Parallèlement, l'impraticabilité des routes menant vers le Sud depuis le début du mois de juin a entravé la circulation des denrées en provenance des régions agricoles des départements du Sud, Sud-Est, des

Nippes et de la Grand'Anse. Cette conjoncture a provoqué une perturbation des chaînes alimentaires en raison du problème d'approvisionnement des marchés dans un contexte de faible performance de la campagne d'hiver notamment dans les régions du Nord et du Nord-Est affectées par les inondations en mars dernier, et de l'épuisement des maigres réserves résultant de la période de soudure. Cette situation s'est reflétée dans la baisse de l'offre alimentaire locale, laquelle a été compensée par les produits importés.

Le rythme de progression des prix dans l'économie a toutefois connu une décélération. Ceci est dû à l'impact statistique associé à la forte progression des prix enregistrée l'année dernière en raison de la dépréciation de la gourde et des anticipations liées au phénomène "Peyi lòk", ainsi qu'à la pandémie du coronavirus. En effet, en glissement annuel, la variation de l'IPC s'est portée à 14,5 % en mai et 16 % en avril contre 17,2 % en mars 2021. Par ailleurs, le taux d'inflation mensuel cumulé sur la période allant d'octobre 2020 à mai 2021 a atteint 5,6 % contre 14,6 % au cours de la même période de l'exercice 2019-2020.

S'agissant du secteur externe, les données disponibles jusqu'au mois d'avril 2021 ont fait état d'une augmentation de 21,60 % des importations et de 8,16 % des exportations pour les 7 premiers mois de l'exercice fiscal comparativement à la même période de l'année antérieure. L'évolution concomitante des importations et des exportations a entraîné une détérioration de 26,28 % de la balance commerciale sur cette période. En ce qui a trait aux transferts privés sans contrepartie qui constituent la plus importante source de devises du pays, ils se sont chiffrés à 2,09 milliards de dollars d'octobre 2020 à mai 2021, soit une progression de plus de 40 % en glissement annuel. Au niveau du marché des changes, le renforcement de la demande d'importations et les anticipations négatives des agents économiques associées à la dégradation du climat sécuritaire ont été les principaux facteurs alimentant les pressions sur le change. En effet, le taux de change est passé de 80,32 gourdes pour un dollar ÉU en mars à 90,67 gourdes pour un dollar ÉU en juin 2021, marquant une dépréciation de 12,9 % de la gourde au cours du trimestre sous étude.

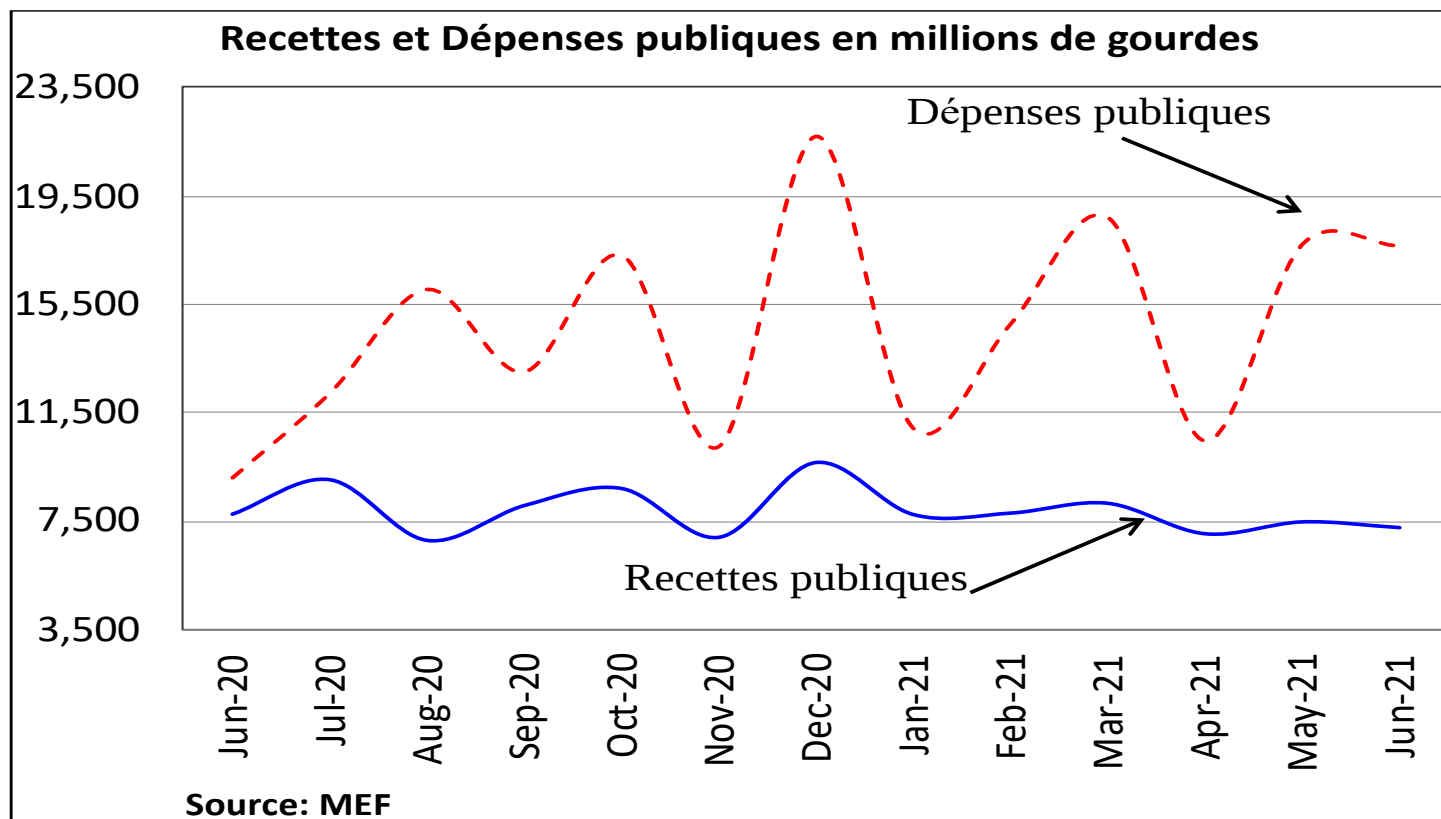


Au cours du 3^{ème} trimestre, la situation des finances publiques s'est davantage dégradée en raison de l'incapacité de l'État à mobiliser des ressources dans un contexte de détérioration du climat des affaires. Totalisant 21 790,1 millions de gourdes (MG) au cours du trimestre sous étude, les recettes ont diminué de 8,13 % par rapport au trimestre précédent. Parallèlement, les dépenses budgétaires ont crû de 11,2 % en variation trimestrielle pour s'établir à 84 587,01 MG

Les recettes cumulées d'octobre 2020 à juin 2021 sont en hausse de 15,93 % par rapport à la même période de l'exercice passé, et représentent 33,36 % des ressources totales de l'État chiffrées à 212 217,47 MG. Cependant, ces dernières n'ont pas pu couvrir les décaissements totaux de 239 680,21

MG dont 124 358,22 MG de dépenses budgétaires effectuées par l'État sur les 9 premiers mois de l'exercice.

Ainsi, cette évolution de la situation des finances publiques s'est soldée par un déficit du budgétaire partiellement financé par la BRH pour un montant de 40 224,78 MG en juin 2021 contre 34 037,02 MG le trimestre antérieur.



III- DECISIONS DE POLITIQUE MONETAIRE AU 3^{EME} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2021

Au cours du troisième trimestre de l'exercice fiscal 2021, les décisions de politique monétaire ont été motivées par la nécessité de limiter le rythme de dépréciation de la gourde et ses incidences sur les prix à la consommation. La Banque centrale a donc maintenu sa politique de reprise de liquidité excédentaire au niveau du système bancaire à travers les interventions sur le marché des changes tout en gardant le statu quo au niveau des taux de réserves obligatoires et des taux sur les bons BRH.

Ainsi, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en dollars sont restés inchangés, s'inscrivant respectivement à 40 % et 51 % pour les banques commerciales et 28,5 % et 39,5 % pour les banques d'épargne et de logement. De même, les taux d'intérêt sur les bons BRH ont été maintenus à leur niveau de mars 2020, soit 4 %, 6 % et 10 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement

ainsi que le taux de mise en pension de ces titres à 17 %. Toutefois, l'encours des bons BRH continue d'être orienté à la baisse, passant de 1 150 MG en mars 2021 à 27 MG en juin 2021 en vue de faciliter la souscription des institutions financières aux billets de trésorerie et le développement du marché de titres publics.

Parallèlement, la BRH a poursuivi ses injections visant à renforcer l'offre de dollars sur le marché des changes dans un contexte sociopolitique difficile qui alimente les anticipations négatives et accentue la préférence des agents économiques pour la devise américaine. Elle a ainsi procédé à des ventes de l'ordre de 104,3 millions de dollars EU, ce qui a permis de stériliser plus de 9 milliards de gourdes de liquidité. Cependant, vu la nécessité de garder un niveau de réserves internationales en adéquation avec les besoins de la balance des paiements, les interventions de la Banque centrale se sont une fois de plus soldées par un achat net de 50 millions de dollars EU après celui de 73,7 millions enregistré au trimestre précédent. D'un autre côté, les émissions d'obligations BRH ont permis de limiter la progression de la demande de dollars aux fins de précaution, l'encours de ces titres ayant augmenté de 592 MG sur le trimestre pour se chiffrer à 4 451 MG au 30 juin 2021.

Par ailleurs, la BRH a renforcé le cadre réglementaire des opérations du marché des changes à travers la mise en application des circulaires 118 et 119 respectivement en mai et juin 2021. La première, qui s'adresse aux banques et aux maisons de transferts, fixe les normes en matière de soumission des rapports relatifs aux opérations de transferts internationaux et de change. Une telle mesure devrait garantir la disponibilité et la fiabilité des informations dans le but d'assurer un suivi efficace des mesures prises par les Autorités monétaires et de mieux calibrer les prochaines décisions. À travers la seconde, la BRH étend certaines mesures administratives, notamment celles exigeant une position cambiste nulle aux intermédiaires de change autres que les banques en vue d'harmoniser les règles et les conditions de concurrence entre les différents acteurs du marché.

IV- LES AGREGATS MONÉTAIRES AU 3^{EME} TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL 2021

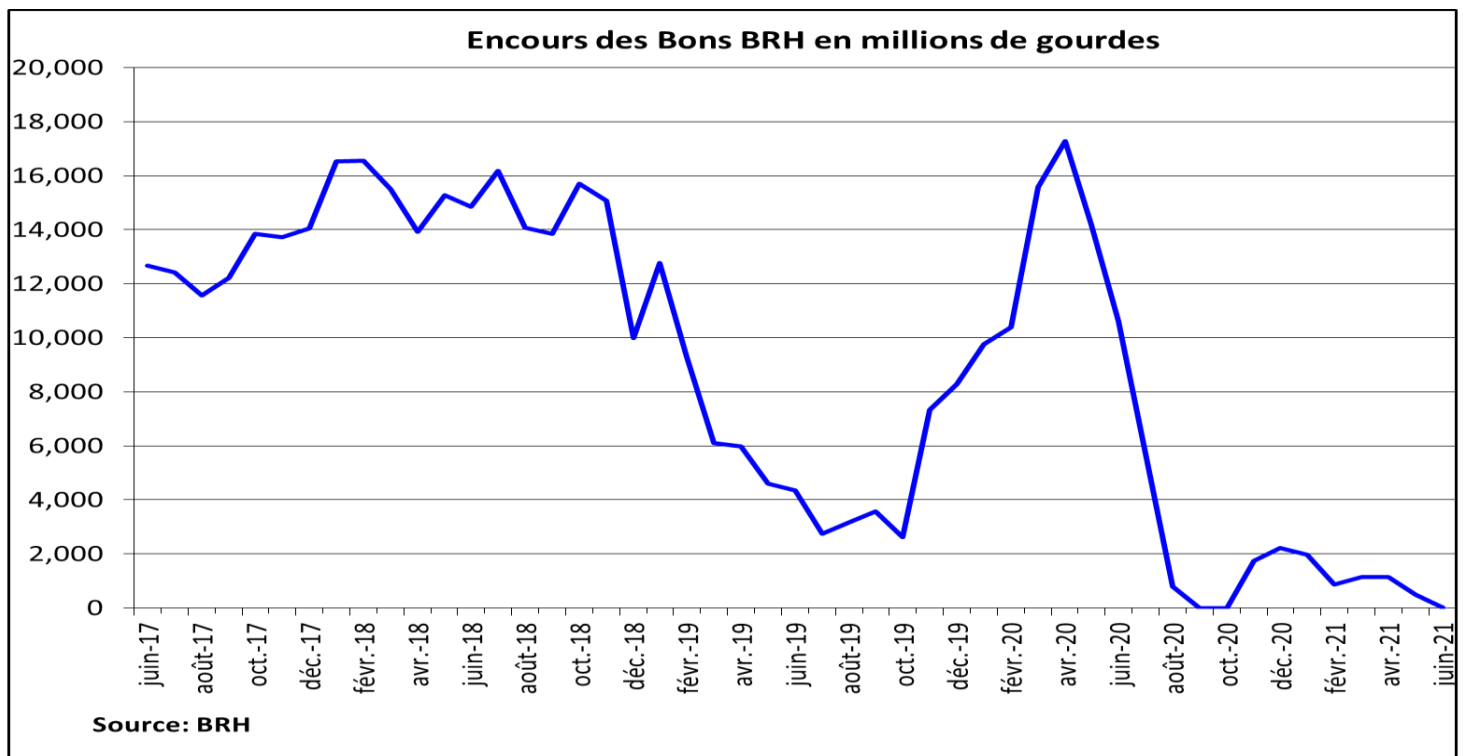
La progression du financement monétaire continue de peser sur l'évolution des indicateurs monétaires. En effet, les données préliminaires du mois de juin 2021 indiquent une accélération de la base monétaire à la fois au sens restreint et au sens large. Imputable à la progression de la monnaie en circulation (+10,35 %), la croissance de la monnaie centrale au sens strict s'est accélérée de 1,14 point de pourcentage pour s'établir à 6,27 % en juin 2021. Les dépôts en gourdes des banques commerciales à

la BRH ont affiché un taux de croissance de 4,59 %, inférieurs de 9,7 points de pourcentage par rapport à celui du trimestre précédent.

La base monétaire au sens large, pour sa part, continue de croître à un rythme accéléré, soit 8,67 % en raison de la progression des dépôts en dollars des banques commerciales à la BRH (+15,24 % contre 13,92 % au 2^{ème} trimestre). Au niveau des sources de la base monétaire, le crédit net sur l'État a crû de 4,48 % en juin 2021 contre 6,81 % au trimestre antérieur. Sous l'influence de la dépréciation du taux de change, les avoirs extérieurs de la BRH ont augmenté de 10,35 %, en nette accélération par rapport au mois de mars 2021 (+3,76 %).

Par ailleurs, les données relatives à la masse monétaire les plus récentes remontant à mai 2021, font état d'une croissance de 7,06 % de M3 par rapport à mars 2021. Étant donné le repli des dépôts à vue en gourdes (4,34 %) sur cette période, cette évolution de la masse monétaire est essentiellement tributaire de la progression des dépôts en dollars du système bancaire. En effet, avec un taux de croissance de 13,32 %, les dépôts ont maintenu cette tendance à la hausse entamée depuis décembre 2020. Toutefois, pris en volume, ils ont progressé de seulement 2,13 % contre 10,9 % au trimestre antérieur.

S'agissant des contreparties de M3, le rythme de progression des créances nettes sur l'Etat a ralenti au cours du 3^{ème} trimestre 2021. En effet, ces dernières ont crû de 6,74 % en mai 2021 contre des hausses respectives de 8,38 % et 19,58 % en mars 2021 et décembre 2020. Les avoirs extérieurs du système bancaire ont, pour leur part, augmenté de 10,51 % par rapport au trimestre précédent, reflétant la hausse concomitante des réserves de change de la BRH (8,32 %) et des avoirs extérieurs des banques commerciales (14,20 %). Le crédit au secteur privé a, pour sa part, enregistré une croissance de 4,11 % (+1,24 % en gourde et +9,02 % en dollar). Cette hausse du crédit en dollar découle essentiellement de l'effet de change, puisqu'en volume, une baisse de 1,75 % a été observée en mai 2021, dans un contexte marqué par la persistance des facteurs d'instabilité socio-politique.



V- LES RESULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SYSTEME BANCAIRE

L'analyse des données disponibles sur le système bancaire au mois de mai 2021 a fait ressortir une évolution favorable de la rentabilité bancaire et du résultat net du système. L'actif du système a crû de 7,4 % par rapport au 31 mars 2021, atteignant 477,6 milliards de gourdes au mois de mai 2021. Cette hausse de l'actif est supportée principalement par la progression simultanée des disponibilités (8 %), des autres placements (+9,7 %) et du portefeuille net de prêts (+10 %). Cet accroissement du portefeuille net de prêts s'explique par une hausse de 10 % des prêts en devises converties, lesquels se sont établis à 57,5 milliards de gourdes au mois de mai 2021 contre 52,2 milliards de gourdes au 31 mars 2021.

Du côté des ressources du système, une augmentation des dépôts a été observée portant le total à 383,9 milliards de gourdes au 31 mai 2021 contre 357 milliards au 31 mars 2021, ce qui correspond à une hausse de 7,5 % sur la période sous étude. Cette progression des dépôts est imputable à la croissance enregistrée au niveau de toutes ses catégories dont les dépôts à vue (+6,7 %), ceux d'épargne (+8,8 %) et à terme (+7,5 %). Conséquemment, le ratio « Prêts bruts/Dépôts totaux », un indicateur d'intermédiation bancaire, s'est établi à 34,8 % au mois de mai 2021 contre 34,2 % au mois mars 2021, soit une baisse de 60 points de base.

D'octobre 2020 à mai 2021, le système bancaire a généré un produit net bancaire (PNB) totalisant environ 17,7 milliards de gourdes contre 16,4 milliards au cours de la même période de l'exercice 2019-

20, soit une progression de 7,9 %. Cette hausse du PNB résulte de la bonne performance des « autres revenus » (+25,2 %), en dépit du fait que les revenus nets d'intérêt aient chuté de 5 % sur la même période. Le bénéfice net cumulé sur la période a crû de 17,4 %, atteignant 5,3 milliards de gourdes. Cette évolution est subséquente à la bonne tenue du produit net bancaire par rapport aux dépenses d'exploitation, lesquelles se sont fixées à 10,2 milliards.

En ce qui concerne les ratios financiers clés du système bancaire, les données au mois de mai 2021 tablent sur une détérioration de la qualité de l'actif, en témoigne l'évolution du coefficient d'arrérage. En effet, le ratio « prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts », qui est le principal indicateur de la qualité de l'actif, a atteint 7,61 % contre 7,12 % au 31 mars 2021. De même, le ratio « provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs » a chuté de 8,8 points de pourcentage, passant à 73,03 % contre 81,82 % entre mars et mai 2021. Ceci traduit un déficit d'approvisionnement des institutions bancaires en cas de défaut de paiements des débiteurs à risque.

S'agissant de la structure financière, un léger recul a été constaté par rapport à la fin du deuxième trimestre de l'exercice en cours avec une baisse du poids de l'avoir des actionnaires dans l'actif. En effet, l'assise financière du système est passée de 8,4 % au mois de mars 2021 à 8 % au mois de mai 2021. Par ailleurs, le ratio dépôts en pourcentage de l'actif, qui s'était fixé à 80,3 % en mars 2021, est resté quasiment stable pour atteindre 80,4 % au mois de mai 2021.

Du côté des ratios de rentabilité du système bancaire, une hausse a pu être observée en glissement annuel. En effet, le rendement de l'actif (ROA), sur une base cumulée d'octobre 2020 à mai 2021, s'est établi à 1,87 % contre 1,57 % au cours de la même période de l'exercice précédent. Parallèlement, le rendement des fonds propres (ROE) s'est également amélioré en variation annuelle se fixant à 21,88 % contre 19,80 %.

Pour sa part, le rendement moyen des prêts productifs sur une base cumulée depuis octobre 2020 a connu une légère détérioration, passant à 9,71 % contre 10,58 % sur la même période de l'année antérieure. Parallèlement, la rémunération moyenne des dépôts a également chuté, s'établissant à 0,87 % en termes cumulés d'octobre 2020 à mai 2021 contre 1,22 % sur la même période un an auparavant. Au cours du 3^{ème} trimestre de l'exercice 2020-2021, les anticipations négatives alimentées par la dégradation du climat sécuritaire dans le pays ont renforcé la demande de dollars pour des motifs de précaution. Celle-ci s'est reflétée dans l'évolution à la hausse de la dollarisation du système bancaire au regard de l'analyse des différents ratios retenus pour mesurer ce phénomène. Ainsi, le ratio des « dépôts

en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » est passé de 60,14 % en mars à 63,23 % au mois de mai 2021. De son côté, celui du « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux » a augmenté de 2 points de base en se fixant à 45,51 % en mai 2021. En ce qui a trait à l'actif en devises converties, il représentait 52,4 % au mois de mars 2021 contre 54,5 % en mai 2021, soit une hausse de 210 points de base.

L'analyse des opérations d'intermédiation financière en monnaie locale a fait état d'une évolution à la hausse des taux d'intérêt au cours du trimestre sous revue. En effet, les taux d'intérêt sur les prêts en gourdes se sont établis en moyenne à 13,1 % au troisième trimestre 2021 contre 12,67 % au deuxième trimestre de l'exercice en cours, soit une hausse de 50 points de base. Parallèlement, les taux d'intérêt moyens sur les dépôts à terme (DAT) se sont inscrits à 2,9 % sur le troisième trimestre 2020-2021 contre 2,77 % au trimestre précédent. Ainsi, le spread d'intermédiation financière a augmenté, passant de 9,90 % en moyenne au deuxième trimestre 2021 à 10,27 % au troisième trimestre de l'exercice en cours.

S'agissant des opérations en devises, les taux d'intérêt moyens ont évolué à la baisse. Ceux sur les prêts se sont fixés à 11,39 % en mai 2021 contre 11,67 % deux mois auparavant précédent alors que ceux sur les DAT ont chuté de 17 points de base pour atteindre à 1,47 % à la fin de mai 2021. De même, la marge d'intermédiation sur les opérations en dollars a diminué, s'établissant à 9,93 % au troisième trimestre contre 10,03 % au trimestre antérieur, ce qui correspond à une baisse de 10 points de base.

VI- PERSPECTIVES

À court terme, les perspectives pour l'économie haïtienne restent mitigées. La détérioration de la situation sécuritaire et du contexte socio-politique ainsi que ses incidences sur la production et les circuits de commercialisation pourraient continuer à affecter négativement l'activité économique. Quant à la production agricole, elle pourrait pâtir de l'épuisement des maigres réserves des agriculteurs au cours de la période de soudure et des impacts négatifs potentiels de la saison cyclonique.

Parallèlement, la conjoncture socio-politique et sécuritaire risque d'agir négativement, une fois de plus cette année, sur les rentrées des visiteurs durant la période estivale. De même, des pressions inflationnistes pourraient être alimentées par la poursuite de la tendance à la hausse des cours des produits de base sur le marché international notamment ceux du pétrole. De plus, une telle situation risquerait d'alourdir la facture d'importations du pays et d'amplifier les manques à gagner par l'État.

Néanmoins, un dénouement favorable de la crise socio-politique et l'amélioration des conditions de sécurité pourraient permettre d'atténuer les impacts négatifs des chocs actuels sur l'activité économique. Aussi, un tel développement enverrait-il des signaux positifs susceptibles de rétablir la confiance des agents, laquelle peut les conduire à nuancer leur position attentiste quant à leurs dépenses de consommation et d'investissement dans l'économie.